



© shutterstock

1 400 000 personnes sont décédées prématurément en 2014 dans les 28 États membres de l'UE. Elles ont été exposées à un air de mauvaise qualité (Organisation mondiale de la santé et l'Agence européenne pour l'environnement)

AMÉLIORER L'AIR QUE NOUS RESPIRONS

par Teresa Ribera

« Chaque bouffée d'air que vous respirez compte » déclarent les habitants de Pékin. Ils reprennent le concept de la 'Blue Skies Diplomacy' la « diplomatie du ciel bleu ». Une position adoptée par le gouvernement chinois au sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) qu'ils ont accueilli en 2015.

Vous pouvez « voir » la pollution à Delhi ou à Pékin. Et parfois, vous pouvez aussi la « voir » à Madrid ou à Paris, mais ne pas voir la pollution ne signifie pas que vous respirez de l'air pur. D'après Teresa Ribera, il est temps de changer nos habitudes pour retrouver une meilleure qualité d'air.

En cette période de bouleversement environnemental, la qualité de l'air est reconnue comme une priorité. Elle lie le quotidien des citoyens aux politiques environnementales. Il existe des éléments décisifs derrière ce besoin de changement. D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Agence européenne pour l'environnement, 400 000 personnes sont décédées prématurément en 2014 dans les 28 États membres de l'UE. Elles ont été exposées à un air de mauvaise qualité. Il est également nuisible aux écosystèmes, aux systèmes des sols et des cours d'eau, il a un impact sur la biodiversité, l'agriculture et, au final, sur les modèles socio-économiques.

Des mesures politiques ont été prises depuis longtemps. Pendant des années, des mesures ont été adoptées pour améliorer la qualité de l'air. Mais « l'amélioration » technique n'est plus suffisante. Elle est devenue une priorité majeure dans la politique et l'économie, un sujet de société qui mérite que l'on se

#AirQuality
«Aujourd'hui nous remarquons des citoyens défendant leur droit de profiter d'un environnement sain devant les tribunaux»
@Teresaribera
@iddrilefil



“

LA MOBILITÉ ET L'AIR FRAIS CONSTITUENT DES PROBLÈMES DE GRANDE ENVERGURE QUI SONT LES MOTEURS D'UN CHANGEMENT IMPORTANT DANS LES MODÈLES SOCIAUX.

”

mobilise davantage en apportant des réponses adéquates. 82 à 85 % de la population urbaine totale en Europe est exposée à des concentrations s'élevant à PM_{2,5} (particules fines en suspension) et plus, d'après les références de l'OMS et de l'UE. Ce pourcentage atteint les 95 à 98 % pour l'ozone (O₃).

Les sources de pollution sont multiples et variées. Outre les émissions industrielles, le chauffage des maisons ainsi que l'utilisation d'engrais et les carburants polluants représentent une préoccupation majeure pour la population. Face à ces pratiques il existe plusieurs évolutions intéressantes.

De plus en plus de citoyens interpellés par la qualité de l'air

La prédominance des voitures ou autres moyens de transport sont

une manière simple d'identifier l'impact sur la qualité de l'air et les biens publics étant donné que la source du problème est un débat au sein de l'espace public.

Prenons l'exemple de Paris où le débat public relatif à l'utilisation des berges le long des rives de la Seine est très enflammé. 1 419 hectares sur un total de 2 800 hectares dédiés aux rues et aux places sont destinés à l'usage des voitures (200 hectares pour le stationnement), ce qui empêche d'autres usages potentiels pour les citoyens.

La mobilité et l'air frais constituent des problèmes de grande envergure qui sont les moteurs d'un changement important dans les modèles sociaux. La technologie n'est plus l'unique facteur référent pour le changement. Pendant longtemps, le manque de choix ou le manque de demande a freiné les décideurs politiques, mais ce n'est

plus le cas. Aujourd'hui, nous remarquons de plus en plus que des citoyens défendent leur droit de profiter d'un environnement sain devant les tribunaux. Ils se battent contre l'industrie automobile ou le manque d'ambition des autorités locales et nationales. Les maires de nombreuses villes ont compris qu'il est nécessaire qu'ils soient à la tête de ce changement. La participation des citoyens et l'action au niveau local représentent des outils puissants, mais seuls, ils ne font pas le poids. Les gouvernements européens et les institutions de l'UE ont la possibilité et l'obligation de traiter ce problème dans le cadre du paquet énergie-climat. Ceci est un plan d'action pour la mobilité et le transport qui exerce un impact sur la santé des citoyens et sur l'industrie ainsi que sur la confiance dans la capacité de l'UE à construire un avenir commun attractif pour ses citoyens.



> AUTEUR

Teresa Ribera est directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)